Le gouvernement rÃ©duira les problÃ¨mes de circulation maritime locale

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
December 2017

Le Canada possÃ¨de le plus long littoral au monde, et l'eau est l'une de nos plus importantes ressources. Le transport maritime est essentiel non seulement dans la vie de tous les Canadiens, mais aussi pour acheminer les produits vers les marchÃ©s de faÃ§on sÃ©curitaire et responsable. Plus tÃ´t en novembre, le Canada a cÃ©lÃ©brÃ© le premier anniversaire du Plan de protection des ocÃ©ans d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, soit le plus gros investissement jamais rÃ©alisÃ© pour protÃ©ger les cÃ´tes et les voies navigables du pays. Le gouvernement du Canada est maintenant heureux d'annoncer que 1,9 million de dollars seront consacrÃ©s sur 3 ans Ã rÃ©duire les problÃ¨mes de circulation maritime locale. L'initiative de gestion proactive des navires permettra d'aborder les problÃ¨mes de circulation maritime locale en dÃ©terminant les endroits oÃ¹ des mesures de gestion locale pourraient rÃ©duire les conflits entre usagers du milieu maritime ou rÃ©duire les rÃ©percussions environnementales, comme le routage et les limites de vitesse. Le gouvernement du Canada travaillera avec des collectivitÃ©s cÃ´tiÃ¨res, des peuples autochtones, des intervenants de l'industrie, des gouvernements provinciaux, des municipalitÃ©s et des organismes non gouvernementaux en vue d'Ã©laborer un cadre pour orienter la gestion de ces conflits. Cette nouvelle mesure permettra Ã l'industrie du transport maritime du Canada de mieux s'Ã©quiper pour assurer un transport sÃ©curitaire et responsable, et mieux se prÃ©parer Ã protÃ©ger les milieux marins et les collectivitÃ©s cÃ´tiÃ¨res en situation d'urgence.

Le Plan de protection des ocÃ©ans permettra d'Ã©tablir un systÃ¨me de sÃ©curitÃ© maritime parmi les meilleurs au monde tout en prÃ©servant nos Ã©cosystÃ¨mes, en crÃ©ant de solides partenariats avec les Autochtones, en mobilisant les collectivitÃ©s cÃ´tiÃ¨res et en investissant dans la recherche pour que les dÃ©cisions Ã prendre soient fondÃ©es sur des faits.

Canada Gouvernement